

Art. 31. Le ministre flamand qui a l'agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 8 mars 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
J. BROUNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/003563]

21 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure de subventionnement au développement de la qualité sportive

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française tel que modifié par le décret du 1 décembre 2022 modifiant le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, et plus particulièrement les articles 43/13 à 43/17 ;

Vu le test genre du 25 septembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 octobre 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 novembre 2023 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Sports, donné le 18 janvier 2024 ;

Vu la demande d'avis du 27 février 2024 au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 28 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.737/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 28 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre-Président, en charge des Sports ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1^o « Ministre » : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a les sports dans ses attributions ;
- 2^o « décret » : le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française ;
- 3^o « Administration » : l'Administration générale du Sport du Ministère de la Communauté française ;
- 4^o « Fédération sportive » et « fédération sportive handisport » : les fédérations telles que définies à l'article 1^{er}, 11^o et 12^o, du décret ;
- 5^o « bénéficiaire » : les fédérations telles que définies à l'article 1^{er}, 11^o et 12^o, du décret ;
- 6^o « cercle » : le groupement de membres affiliés à une fédération sportive ou à la fédération sportive handisport défini à l'article 1^{er}, 8^o, du décret ;
- 7^o « sportifs sous statut » : les sportifs disposant d'un statut de sportif de haut niveau, d'espoir sportif ou de jeune talent conformément aux articles 18 à 20 du décret ;
- 8^o « arbitres sous statut » : les arbitres disposant d'un statut d'arbitre de haut niveau conformément aux articles 18 à 20 du décret ;
- 9^o « décret éthique » : le décret du 14 octobre 2021 visant l'éthique sportive et instituant un observatoire de l'éthique dans les activités physiques et sportives, ainsi qu'un réseau éthique ;
- 10^o « éthique sportive » : l'éthique telle que définie à l'article 1^{er}, 10^o, du décret du 14 octobre 2021 visant l'éthique sportive et instituant un observatoire de l'éthique dans les activités physiques et sportives, ainsi qu'un réseau éthique ;
- 11^o « catégories d'intervention » : les catégories d'intervention visées à l'article 43/14, 1^o à 3^o, du décret ;
- 12^o « moniteur sportif initiateur » : personne physique détentrice du brevet de moniteur sportif initiateur délivré par l'Administration ;
- 13^o « moniteur sportif éducateur » : personne physique détentrice du brevet de moniteur sportif éducateur délivré par l'Administration ;
- 14^o « moniteur sportif entraîneur » : personne physique détentrice du brevet de moniteur sportif entraîneur délivré par l'Administration ;

- 15° « DEA » : défibrillateur externe automatique visé à l'article 1^{er}, 21°, du décret ;
- 16° « ODD » : les objectifs de développement durable visés à l'article 43/15, § 2, alinéa 2 du décret ;
- 17° « jour ouvrable » : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux ;
- 18° « année budgétaire » : la période commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre.

CHAPITRE 2. — *De la répartition budgétaire entre les catégories d'intervention*

Art. 2. Le Gouvernement est chargé de prendre les décisions relatives à la mise en œuvre de l'article 43/14 du décret, à savoir déterminer, en fonction des crédits disponibles, pour une période de deux années budgétaires les montants minimums et maximums affectés pour chacune des catégories d'intervention suivantes :

- 1° la labélisation des cercles affiliés ;
- 2° la détection sportive ;
- 3° la formation spécialisée.

CHAPITRE 3. — *De la labélisation*

Section 1^{re}. — Cadre minimal et critères minimaux

Art. 3. Le cadre minimal applicable aux fédérations sportives et à la fédération sportive handisport visé à l'article 43/15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret est de disposer a minima d'un cahier des charges opérationnalisable pour le niveau formation moniteur sportif initiateur validé par l'Administration.

Art. 4. § 1^{er}. Le cadre de labélisation d'une fédération sportive ou de la fédération sportive handisport visé à l'article 43/15, § 1^{er}, du décret comprend les éléments suivants :

- 1° les objectifs généraux poursuivis en termes de :
 - a) développement de la discipline et de promotion des cercles labélisés ;
 - b) structuration sportive des cercles ;
 - c) développement de l'encadrement à vocation pédagogique, managériale et arbitrale ;
 - d) projet éducatif global dont l'éthique ;
 - e) méthodologie de recrutement et d'accompagnement des arbitres ;
 - f) actions visant à la promotion et au respect de l'éthique sportive ;
 - g) réalisation d'ODD ;
 - h) modalités administratives visant la suspension et le retrait d'un label visées aux articles 17 et 18 ;
 - i) analyse stratégique d'interactions avec le plan-programme formation de cadres visé à l'article 42, § 1^{er}, du décret et le plan-programme de développement du sport de haut niveau visé à l'article 37, § 1^{er}, du décret ;
- 2° les catégories de classification du cadre comprenant a minima :
 - a) les critères généraux d'accessibilité auxquels les cercles doivent répondre ;
 - b) les objectifs spécifiques de la catégorie visée ;
 - c) les normes et le niveau d'encadrement pédagogique, managérial et arbitral minimums ;
 - d) les volumes et le niveau d'entraînement minimums ;
 - e) les objectifs selon les catégories d'âge concernées ;
 - f) les éventuels sportifs sous statut concernés ;
 - g) les éventuels arbitres sous statut concernés ;
 - h) les critères en matière d'éthique sportive ;
 - i) les critères en termes de cadres ;
 - j) les critères en termes d'éthique sportive dont notamment la désignation d'un délégué " Vivons Sport » visé à l'article 16, § 1^{er}, 6°, du décret éthique ;
 - k) les critères éventuels visant à la contribution de la réalisation d'ODD ;
 - l) les critères spécifiques et complémentaires propres à la fédération sportive ou à la fédération sportive handisport ;
- 3° la ou les catégories de classification proposée comme éligibles à la subvention complémentaire visées à l'article 43/14, 1°, du décret ;
- 4° les critères et modalités de répartition pour chacune des catégories de classification retenues de la subvention complémentaire visées à l'article 43/14, 1°.

§ 2. Le Gouvernement fixe, tous les 4 ans, le ou les critères obligatoire(s) dans le cadre de labélisation des fédérations sportives ou fédérations handisportives concernant les catégories reprises au paragraphe 1^{er}, 2°, c), h) et i).

§ 3. Le cadre de labélisation peut comprendre des catégories de classification à vocation non-pédagogique, managériale, arbitrale ou sportive. Ces catégories ne sont pas admissibles à la subvention.

Section II. — Procédure d'introduction et de validation

Art. 5. Toute demande de subvention pour un programme de développement de la qualité sportive est introduite auprès de l'Administration au moyen du formulaire transmis par voie électronique par celle-ci, préalablement approuvé par le Ministre.

Art. 6. § 1^{er}. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de subvention pour la labélisation des cercles affiliés est introduite au plus tard le 30 juin de chaque année.

§ 2. La demande est constituée des éléments suivants :

- 1° les données d'identification du demandeur ;
- 2° le cadre de labélisation visé à l'article 4 ;
- 3° par catégorie de classification, les informations quantitatives et qualitatives telles que décrites à l'article 43/15, § 2, du décret ;
- 4° la liste du matériel sportif non durable éligible tel que visé à l'article 43/15, § 6, *d*), du décret ;
- 5° le budget détaillé relatif au fonctionnement, à la gestion et au contrôle du cadre de labélisation.

§ 3. Les demandes introduites hors délai ou intervenant pendant une période de deux années budgétaires seront prises en considération lors de la prochaine période de deux années.

Art. 7. A l'appui des demandes de labélisation des cercles affiliés, les fédérations sportives et la fédération sportive handisport mentionnent, en y apportant toutes les justifications appropriées :

- 1° le nombre de membres du cadre sportif et administratif nécessaire à la labélisation des cercles ;
- 2° le profil de leur fonction ;
- 3° la nature des tâches imposées ;
- 4° le niveau de qualification et d'expérience requis.

Art. 8. Dans les deux mois suivant la réception de la demande de subvention, l'Administration se prononce sur la recevabilité de la demande.

Si la demande n'est pas complète, l'Administration invite le demandeur à fournir les informations manquantes dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de l'envoi de la demande.

Au terme de ce délai, l'Administration notifie sa décision de recevabilité ou d'irrecevabilité au demandeur dans les 15 jours ouvrables qui suivent la transmission des documents mentionnés à l'alinéa 2 du présent article.

Art. 9. § 1^{er}. L'Administration notifie au demandeur la décision du Gouvernement.

Celle-ci comprend :

- 1° le montant maximum de la subvention qui pourra, le cas échéant, être accordée ;
- 2° les catégories de classification éligibles à la subvention ;
- 3° le pourcentage maximum de la subvention accordée qui pourra le cas échéant être utilisé pour couvrir des frais de fonctionnement ;
- 4° le montant d'une éventuelle avance de maximum quatre-vingt pour cent du montant total de la subvention accordée ;
- 5° la liste exhaustive du matériel sportif non durable éligible ;
- 6° le délai dont dispose le demandeur pour fournir, en une seule fois, un rapport d'activités reprenant :
 - a) l'évaluation annuelle quantitative et qualitative de son cadre de labélisation sur base des indicateurs visés à l'article 15, 1° et 2° ;
 - b) les factures et preuves de paiement de l'ensemble des frais exposés relatifs à une éventuelle majoration telle que visée à l'article 11 ;
 - c) le détail de la ventilation budgétaire entre les cercles affiliés labélisés ;
 - d) les factures et preuves de paiement justifiant les frais visés à l'article 43/15, § 6, du décret, de la bonne utilisation des montants alloués aux cercles affiliés labélisés, si l'Administration les a sollicitées ;
 - e) le détail de la ventilation budgétaire entre les cercles affiliés labélisés.

En cas de dépassement du délai de remise du rapport d'activités et d'absence de réaction dans les trente jours de la mise en demeure par l'Administration de fournir ledit rapport, la subvention est définitivement perdue et le demandeur doit rembourser l'avance perçue.

§ 2. Le solde de la subvention est liquidé en une tranche après vérification et contrôle du rapport d'activités visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 6°.

La subvention octroyée ne peut servir à couvrir des dépenses déjà totalement ou partiellement subsidiées par la Communauté française.

Section III. — Des dépenses admissibles et des plafonds d'intervention

Art. 10. § 1^{er}. Le bénéficiaire assure le contrôle de l'utilisation des montants alloués aux cercles affiliés et labélisés sur base des dépenses admissibles visées à l'article 43/15, § 6, du décret, sur la période comprise entre le 1^{er} juillet précédant l'année budgétaire en cours et le 30 juin de l'année budgétaire en cours.

§ 2. Un cercle labélisé ne répondant pas aux exigences visées au § 1^{er} est déclaré inéligible.

§ 3. Le bénéficiaire fixe le calendrier de réception des pièces relatives aux dépenses admissibles visées au § 1^{er}.

Art. 11. Dans l'hypothèse d'une majoration visée à l'article 43/15, § 2, alinéas 2 et 3, du décret, les dépenses admissibles pour cette majoration portent sur :

- 1° les frais de personnel et de consultance liés à la conception, au développement, à l'opérationnalisation, à la promotion et au contrôle du cadre de labélisation ;

- 2° les frais de développement de supports numériques et digitaux ;
- 3° les frais d'organisation, de conception et d'impression du matériel d'information, de communication et de labélisation ;
- 4° les frais de déplacement liés aux contrôles des exigences du cadre de labélisation au sein des clubs ;
- 5° les frais administratifs ;
- 6° les frais de promotion, de sensibilisation et d'opérationnalisation des ODD.

Section IV. — Du montant de la subvention

Art. 12. Sans préjudice de l'article 43/15, § 7, du décret, le montant de la subvention est déterminé par application de la formule suivante (X/Z) où :

- 1° X correspond aux crédits disponibles décidés tel que précisé à l'article 2, éventuellement diminués d'un montant au bénéfice des majorations visées à l'article 43/15, § 2, alinéas 2 et 3, du décret ;
- 2° Y correspond à la valeur du coefficient appliqué, à savoir :
 - 2 pour H
 - 3 pour A, B, F & G
 - 4 pour C et I
 - 6 pour D
 - 10 pour E ;
- 3° Z est le résultat de l'addition de l'opération obtenue pour chaque bénéficiaire par application de la formule [(AxY) + (BxY) + (CxY) + (DxY) + (ExY) + (FxY) + (GxY) + (HxY) + (IxY)] à lire de la manière suivante :
 - A = le nombre de cercles labélisés ;
 - B = le nombre de sportifs affiliés au sein des cercles labélisés de six à vingt-trois ans accomplis pour les fédérations sportives et de six à vingt-cinq ans pour la fédération sportive handisport ;
 - C = le nombre de cadres sportifs à vocation pédagogique moniteur sportif initiateur brevetés et sportivement impliqués affiliés au sein des cercles labélisés ;
 - D = le nombre de cadres sportifs à vocation pédagogique moniteur sportif éducateur brevetés et sportivement impliqués affiliés au sein des cercles labélisés ;
 - E = le nombre de cadres sportifs à vocation pédagogique moniteur sportif entraîneur brevetés et sportivement impliqués affiliés au sein des cercles labélisés ;
 - F = le nombre de cadres sportifs à vocation managériale brevetés affiliés au sein des cercles labélisés ;
 - G = le nombre d'arbitres affiliés et régulièrement désignés au sein des cercles labélisés ;
 - H = le nombre d'arbitres affiliés au sein des cercles labélisés disposant d'un statut d'arbitre de haut niveau ;
 - I = le nombre de cercles labélisés disposant d'une affiliation à une fédération sportive reconnue et à la fédération sportive handisport ou à l'association sportive handisport de loisir.

Art. 13. Par bénéficiaire, la majoration, d'un maximum de vingt pour cent, visée à l'article 43/15, § 2, alinéa 2, du décret, peut être appliquée à la subvention visée à l'article 12 sans impacter sa dotation initiale.

Art. 14. Par bénéficiaire, la majoration, d'un maximum de vingt pour cent, visée à l'article 43/15, § 2, alinéa 3, du décret, peut être appliquée à la subvention visée à l'article 12 sans impacter sa dotation initiale.

Art. 15. Le bénéficiaire informe l'Administration de sa volonté de répartir tout ou partie des majorations visées aux articles 13 et 14 entre les cercles labélisés dans les catégories de classification retenues.

Section V. — De l'évaluation et de la sanction

Art. 16. Conformément à l'article 43/15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret, le cadre de labélisation et l'utilisation des subventions seront évalués sur base des éléments suivants :

- 1° les indicateurs de suivi suivants :
 - a) l'évaluation du nombre de clubs adhérents au projet de labélisation ;
 - b) le taux de satisfaction des cercles labélisés ;
 - c) le respect des délais fixés ;
 - d) le niveau des brevets des cadres à vocation pédagogique, managériale et arbitrale ;
 - e) le taux de respect des critères minimums fixés dans chacune des catégories de labélisation ;
 - f) l'évolution du nombre de sportifs sous statut ;
 - g) la progression des cercles dans les catégories de classifications ;
 - h) les services et contreparties du bénéficiaire aux cercles labélisés ;
 - i) la réalisation éventuelle d'ODD ;
- 2° les indicateurs de contrôle suivants :
 - a) le respect des critères fixés par catégorie de classification des cercles ;
 - b) la réalisation d'un audit d'attribution préalable à l'octroi du label ;

- c) la réalisation d'un contrôle annuel des cercles labélisés visant à la conformité des critères fixés par catégorie de classification des cercles ;
- d) l'acceptation d'un contrôle inopiné des cercles labélisés par les services de l'Administration ;
- e) l'intégration éventuelle d'ODD.

Art. 17. Le label est suspendu temporairement par le bénéficiaire si une ou plusieurs des conditions suivantes sont rencontrées :

- a) le non-respect de critères liés à la catégorie de classification d'un cercle labélisé ;
- b) l'absence d'information et de formation à l'usage d'un DEA tel que précisée à l'article 12, § 3, alinéa 2, du décret ;
- c) la non-justification du montant alloué sur base du contrôle fixé à l'article 10, § 1^{er} ;
- d) le non-respect des engagements financiers vis-à-vis de la fédération sportive reconnue ou de la fédération sportive handisport ;
- e) le non-respect des règlements de la fédération sportive reconnue ou de la fédération sportive handisport ;
- f) un comportement ou un agissement contraire à l'éthique sportive découlant de la Charte éthique.

Sur base d'un rapport détaillé, la fédération sportive ou la fédération sportive handisport notifie au cercle concerné sa décision dans les dix jours ouvrables à dater du constat.

La durée de suspension du label ne peut être inférieure à un mois. Le montant alloué au cercle labélisé est diminué au prorata de la durée de suspension.

Art. 18. Le label est retiré par le bénéficiaire de la subvention si l'une des conditions suivantes est rencontrée :

- a) le refus d'un contrôle de conformité par l'Administration ou la fédération sportive de tutelle ;
- b) l'absence de DEA après un premier rappel ;
- c) l'absence de formation après un premier rappel ;
- d) le non-respect des dispositions relatives au décret du 14 juillet 2021 relatif à la lutte contre le dopage et à sa prévention ;
- e) le non-respect des dispositions relatives au décret du 14 octobre 2021 visant l'éthique sportive et instituant un observatoire de l'éthique dans les activités physiques et sportives, ainsi qu'un réseau éthique ;
- f) le non-respect de critères liés à la catégorie de classification du cercle labélisés après un premier rappel ;
- g) le comportement contraire à l'éthique sportive de la part des membres du cercle après un premier rappel ;
- h) le non-respect des autres conditions fixées à l'article 17 après un premier rappel.

Sur base d'un rapport détaillé, la fédération sportive ou la fédération sportive handisport notifie au cercle concerné sa décision dans les dix jours ouvrables à dater du constat.

Le retrait d'un label rend le cercle concerné inéligible à l'octroi de la subvention complémentaire telle que visée à l'article 43/15, § 3, du décret.

Art. 19. Les montants non attribués aux cercles suite à la suspension visée à l'article 17 ou à un retrait visé à l'article 18 sont remboursés à la Communauté française au prorata de la durée de la suspension ou de la durée restante de l'année en cours après la décision de retrait.

Art. 20. § 1^{er}. En cas de non-respect par le bénéficiaire des conditions de labélisation fixées aux articles 4, 10, 15 à 19, le Ministre est chargé de prendre les sanctions visées à l'article 43/15, § 1^{er}, à savoir la suppression ou la réduction du montant de la subvention visée à l'article 43/14, alinéa 1^{er}, 1^o, ou le retrait de la validation de son cadre de labélisation.

§ 2. La sanction prise doit être proportionnelle au nombre de cercles ayant eu un retrait de leur label ou au manquement constaté au niveau des bénéficiaires.

§ 3. Préalablement à sa décision, le Ministre, par envoi recommandé avec accusé de réception, informe le bénéficiaire en cause de son intention de supprimer ou de réduire le montant de la subvention visée à l'article 43/14, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret ou de retirer la validation de son cadre de labélisation.

§ 4. Le bénéficiaire peut faire valoir ses arguments dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la réception de la décision du Ministre. Si le bénéficiaire ne donne pas suite, le Ministre peut d'initiative prendre une sanction.

CHAPITRE 4. — *La détection sportive*

Art. 21. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de subvention pour la détection sportive est introduite au plus tard le 30 octobre de chaque année.

Art. 22. § 1^{er}. Les orientations minimales contenues dans le programme d'identification et d'accompagnement des sportifs à haut potentiel de chaque fédération sportive et de la fédération sportive handisport telles que visées à l'article 43/16, § 1^{er}, du décret sont présentées sous forme de projets.

Les projets sont :

1^o étayés d'un exposé de motivation détaillé qui précise :

- a) les objectifs qualitatifs et quantitatifs poursuivis ;
- b) les besoins administratifs, logistiques et techniques nécessaires à leur mise en œuvre ;
- c) le calendrier et la nature des actions mises en place présentées par ordre de priorité.

2^o assortis d'un budget détaillé ;

3° appuyés :

- a) d'un rapport d'activités établi par la direction technique ;
- b) au terme de chaque année budgétaire du cadre d'analyse et de suivi transmis par l'Administration.

§ 2. Le Gouvernement détermine la procédure à suivre pour l'introduction du programme d'identification et d'accompagnement des sportifs à haut potentiel visé au paragraphe 1^{er}.

Art. 23. A l'appui des demandes de subventions complémentaires, les fédérations sportives et la fédération sportive handisport mentionnent, en y apportant toutes les justifications appropriées :

- 1° le nombre de membres du cadre sportif nécessaire à la réalisation du programme d'identification et d'accompagnement des sportifs à haut potentiel ;
- 2° le niveau de qualification et d'expérience requis.

Art. 24. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 43/16, § 3, le Gouvernement arrête, pour chaque fédération sportive et pour la fédération sportive handisport, les projets admissibles à la subvention ainsi que le montant de celle-ci.

§ 2. Le Ministre détermine annuellement les plafonds d'intervention des dépenses réputées admissibles.

§ 3. A cet effet, le Gouvernement peut tenir compte des ressources financières propres du bénéficiaire potentiel ainsi que du niveau de réalisation des programmes antérieurs tant sur le plan quantitatif que qualitatif.

§ 4. La subvention octroyée ne peut servir à couvrir des dépenses déjà totalement ou partiellement subsidiées par la Communauté française.

Art. 25. § 1^{er}. L'Administration notifie au demandeur la décision du Gouvernement.

Celle-ci comprend :

- 1° le montant maximum de la subvention qui pourra, le cas échéant, être accordée ;
- 2° le montant d'une éventuelle avance de maximum quatre-vingts pour cent du montant total de la subvention accordée ;
- 3° le délai dont dispose le demandeur pour fournir, en une seule fois, un rapport d'activités reprenant :
 - a) les factures et preuves de paiement de l'ensemble des frais exposés ;
 - b) le document de suivi et d'analyse du programme d'identification et d'accompagnement des sportifs à haut potentiel selon le modèle transmis par l'Administration ;
 - c) une évaluation des actions mises en place et des résultats obtenus.

En cas de dépassement du délai de remise du rapport d'activités et d'absence de réaction dans les trente jours de la mise en demeure de fournir ledit rapport, la subvention est définitivement perdue et le demandeur doit rembourser l'avance perçue.

§ 2. Le solde de la subvention est liquidé après vérification et contrôle des éléments visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3°.

CHAPITRE 5. — *La formation spécialisée*

Art. 26. § 1^{er}. Les critères d'éligibilité des fédérations sportives reconnues et de la fédération sportive handisport sont :

- a) la validation de leur cahier des charges à minima du niveau moniteur sportif éducateur ;
- b) la mise en œuvre de la formation du niveau moniteur sportif éducateur.

§ 2. Les dépenses réputées admissibles telles que décrites à l'article 43/17 § 1^{er}, 4°, du décret sont :

- a) les frais de personnel affecté au projet ;
- b) les frais de consultance ;
- c) les frais administratifs ;
- d) les frais de conception et de rédaction de référentiels de formation ;
- e) les frais d'opérationnalisation et de transposition des référentiels de formation ;
- f) les frais liés à l'organisation de formation.

§ 3. Le Gouvernement est chargé de prendre les décisions relatives à la mise en œuvre de l'article 43/17, § 1^{er}, du décret, à savoir :

- 1° déterminer, pour une période de deux ans, la nature, le contenu et les objectifs d'une formation spécialisée mutualisable ;
- 2° déterminer le cadre de coordination et de mutualisation.

Art. 27. La nature, le contenu et les objectifs d'une formation mutualisable sont fixés trois mois avant le 1^{er} janvier de la première année budgétaire.

Art. 28. Sur base des critères d'éligibilité visés à l'article 26 les fédérations sportives reconnues ou la fédération sportive handisport introduit, au plus tard au 31 mars de chaque année budgétaire, sa demande auprès de l'Administration sous forme de projets visant à rencontrer les objectifs de la formation mutualisable telle qu'évoquée à l'article 26, § 3.

Les projets sont :

- 1° étayés d'un exposé de motivation qui précise :
 - a) les besoins administratifs, logistiques et techniques nécessaires ;
 - b) la stratégie développée pour leur mise en œuvre ;
 - c) les modalités mises en œuvre en vue d'une mutualisation ;

- 2° planifiés sur une période de deux ans ;
- 3° assortis d'une évaluation budgétaire détaillée.

Art. 29. Sans préjudice de l'article 43/17, § 2, du décret, le Gouvernement arrête, pour chaque bénéficiaire :

- 1° les projets admissibles à la subvention ;
- 2° le montant maximum de la subvention qui pourra, le cas échéant, être accordée ;
- 3° le montant d'une éventuelle avance de maximum quatre-vingts pour cent du montant total de la subvention accordée ;
- 4° le délai dont dispose le demandeur pour fournir, en une seule fois, un rapport d'activités reprenant :
 - a) les factures et preuves de paiement liées aux dépenses admissibles reprises à l'article 43/17, § 1^{er}, 4°, du décret permettant de couvrir l'intégralité du montant alloué ;
 - b) les preuves attestant de la mise en œuvre des projets admissibles à la subvention.

En cas de dépassement du délai de remise du rapport d'activités et d'absence de réaction dans les trente jours de la mise en demeure de fournir ledit rapport, la subvention est définitivement perdue et le demandeur doit rembourser l'avance perçue.

La subvention octroyée ne peut servir à couvrir des dépenses déjà, totalement ou partiellement, subsidiées par la Communauté française.

Pour déterminer la subvention, le Ministre peut tenir compte des recettes générées par la perception des droits d'inscription aux formations, des ressources financières propres du bénéficiaire potentiel ainsi que des mutualisations mises en œuvre.

CHAPITRE 6. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

Art. 31. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/003563]

21 MAART 2024. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de subsidiëringsprocedure voor de ontwikkeling van sportkwaliteit**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd bij het decreet van 1 december 2022 tot wijziging van het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap, en inzonderheid op de artikelen 43/13 tot 43/17 ;

Gelet op de "gendertest" van 25 september 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 oktober 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 november 2023;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Sport, gegeven op 18 januari 2024;

Gelet op de aanvraag om advies van 27 februari 2024 van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 28 februari 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.737/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 28 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister -President, belast met Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° "Minister": het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat bevoegd is voor sport;
- 2° "decreet" : het decreet van 3 mei 2019 betreffende de georganiseerde sportbeweging in de Franse Gemeenschap;

- 3° "Administratie": de Algemene Administratie Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;
- 4° "Sportfederatie" en "Sportfederatie voor gehandicapten": de federaties zoals bepaald in artikel 1, 11° en 12° van het decreet ;
- 5° "begunstigde" : de federaties zoals bepaald in artikel 1, 11° en 12° van het decreet;
- 6° "club": de groepering van leden die aangesloten zijn bij een sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten bedoeld in artikel 1, 8° van het decreet;
- 7° "sportbeoefenaars met een statuut" : sportbeoefenaars met een statuut van topsporters, sportbeloften of jonge talenten overeenkomstig de artikelen 18 tot 20 van het decreet.
- 8° "scheidsrechters met een statuut": scheidsrechters met een statuut van topscheidsrechters overeenkomstig de artikelen 18 tot 20 van het decreet;
- 9° "ethiekdecreet": het decreet van 14 oktober 2021 over sportethiek en tot oprichting van een waarnemingscentrum voor ethiek bij lichamelijke en sportactiviteiten, alsmede van een ethisch netwerk;
- 10° "sportethiek": ethiek zoals bepaald in artikel 1, 10°, van het decreet van 14 oktober 2021 over sportethiek en tot oprichting van een waarnemingscentrum voor ethiek bij lichamelijke en sportactiviteiten, alsmede van een ethisch netwerk;
- 11° "categorieën van steunmaatregelen": de categorieën van steunmaatregelen bedoeld in artikel 43/14, 1° tot 3°, van het decreet ;
- 12° "sportmonitor-initiator": een natuurlijke persoon die houder is van een brevet van sportmonitor-initiator uitgereikt door de Administratie;
- 13° "sportmonitor-opvoeder": een natuurlijke persoon die houder is van een brevet van sportmonitor-opvoeder uitgereikt door de Administratie;
- 14° "sportmonitor-coach": een natuurlijke persoon die houder is van een brevet van sportmonitor-coach uitgereikt door de Administratie;
- 15° "AED": automatische externe defibrillator bedoeld in artikel 1, 21°, van het decreet;
- 16° "DDO": de doelstellingen inzake duurzame ontwikkeling bedoeld in artikel 43/15, § 2, tweede lid, van het decreet;
- 17° "werkdag": alle andere dagen dan zaterdag, zondagen en wettelijke feestdagen;
- 18° "begrotingsjaar" : de periode die op 1 januari begint en die op 31 december eindigt.

HOOFDSTUK 2. — *Budgettaire verdeling over categorieën van steunmaatregelen*

Art. 2. De Regering is belast met het nemen van beslissingen met betrekking tot de uitvoering van artikel 43/14 van het decreet, d.w.z. op basis van de beschikbare kredieten, voor een periode van twee begrotingsjaren, de minimum- en maximumbedragen vaststellen die worden toegewezen voor elk van de volgende categorieën van steunmaatregelen:

- 1° labelling van aangesloten clubs ;
- 2° sportdetectie ;
- 3° gespecialiseerde opleiding.

HOOFDSTUK 3. — *Labelling*

Sectie 1. — Minimumkader en minimumcriteria

Art. 3. Het minimumkader dat van toepassing is op sportfederaties en sportfederatie voor gehandicapten waarnaar verwezen wordt in artikel 43/15, § 1, eerste lid van het decreet bestaat ten minste uit een operationaliseerbaar bestek voor het opleidingsniveau van sportmonitor-initiator, goedgekeurd door de Administratie.

Art. 4. § 1. Het kader van de labelling voor een sportfederatie of sportfederatie voor gehandicapten bedoeld in artikel 43/15, § 1 van het decreet omvat de volgende elementen:

- 1° de algemene doelstellingen die worden nagestreefd op het gebied van :
 - a) de ontwikkeling van de discipline en promotie van gelabelde clubs;
 - b) de sportieve structurering van clubs ;
 - c) de ontwikkeling van educatieve, leidinggevende en scheidsrechterbegeleidingen ;
 - d) het algemeen onderwijsproject, inclusief ethiek ;
 - e) de methodologie voor de aanwerving en begeleiding van scheidsrechters ;
 - f) de acties om sportethiek te bevorderen en te eerbiedigen ;
 - g) de verwezenlijking van de DDO ;
 - h) de administratieve nadere regels voor de schorsing en intrekking van een label zoals bedoeld in de artikelen 17 en 18 ;
 - i) de strategische analyse van de interacties met het programmaplan voor de opleiding van kaders bedoeld in artikel 42, § 1, van het decreet en het programmaplan voor de ontwikkeling van topsport bedoeld in artikel 37, § 1, van het decreet;
- 2° de classificatiecategorieën van het kader die ten minste het volgende bevatten :
 - a) de algemene toegankelijkheidscriteria waaraan de clubs moeten voldoen;
 - b) de specifieke doelstellingen van de doelcategorie ;
 - c) de minimumnormen en -niveaus van educatieve, leidinggevende en scheidsrechterbegeleidingen ;

- d) de minimale trainingsvolumes en -niveaus;
 - e) de doelstellingen volgens de betrokken leeftijdscategorieën;
 - f) de eventuele betrokken sportbeoefenaars met een statuut;
 - g) de eventuele betrokken scheidsrechters met een statuut;
 - h) de criteria inzake sportethiek ;
 - i) de criteria op het gebied van de kaders ;
 - j) de criteria inzake sportethiek, waaronder met name de aanstelling van een afgevaardigde van "Vivons Sport", zoals bedoeld in artikel 16, § 1, 6°, van het ethiekdecreet;
 - k) de eventuele criteria voor het bijdragen aan de verwezenlijking van de DDO;
 - l) de specifieke en aanvullende criteria die eigen zijn aan de sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten;
- 3° de classificatiecategorie(ën) die in aanmerking komt(en) voor de bijkomende subsidie bedoeld in artikel 43/14, 1°, van het decreet;
- 4° de criteria en nadere regels voor de verdeling van elk van de gekozen classificatiecategorieën van de bijkomende subsidie bedoeld in artikel 43/14, 1°.

§ 2. Om de 4 jaar bepaalt de Regering de verplichte criteria voor de labelling van sportfederaties of sportfederaties voor gehandicapten met betrekking tot de categorieën opgenomen in paragraaf 1, 2°, c), h) en i).

§ 3. Het kader van labelling kan classificatiecategorieën bevatten voor niet-educatieve-, leidiggevende, scheidsrechter- of sportdoeleinden. Deze categorieën komen niet in aanmerking voor de subsidie.

Afdeling II. — Procedure voor de inleiding en de validatie

Art. 5. Elke aanvraag voor een subsidie voor een programma voor de ontwikkeling van sportkwaliteit wordt bij de Administratie ingediend met behulp van het door de Administratie elektronisch toegezonden formulier, dat vooraf door de minister is goedgekeurd.

Art. 6. § 1. Op straffe van onontvankelijkheid wordt de aanvraag voor de labelling van de aangesloten clubs uiterlijk op 30 juni van elk jaar ingediend.

§ 2. De aanvraag bevat de volgende elementen :

- 1° de identificatiegegevens van de aanvrager;
- 2° het kader van labelling bedoeld in artikel 4;
- 3° per classificatiecategorie, kwantitatieve en kwalitatieve informatie, zoals beschreven in artikel 43/15, § 2, van het decreet;
- 4° de lijst van in aanmerking komende niet-duurzame sportuitrustingen bedoeld in artikel 43/15, § 6, d), van het decreet;
- 5° de gedetailleerde begroting voor de werking, het beheer en de controle van het kader van labelling.

§ 3. Aanvragen die buiten de termijn of tijdens een tweejarige begrotingsperiode worden ingediend, worden tijdens de volgende tweejarige periode in aanmerking genomen.

Art. 7. Ter ondersteuning van aanvragen voor labelling van aangesloten clubs, moeten de sportfederaties en sportfederaties voor gehandicapten alle passende rechtvaardigingen geven:

- 1° het aantal leden van het sportieve en administratieve personeel dat nodig is voor de labelling van clubs;
- 2° het profiel van hun functie;
- 3° de aard van de opgelegde taken;
- 4° het vereiste niveau van kwalificaties en ervaring.

Art. 8. Binnen twee maanden na ontvangst van de subsidieaanvraag zal de Administratie beslissen of de aanvraag ontvankelijk is.

Als de aanvraag niet volledig is, zal de Administratie de aanvrager vragen om de ontbrekende informatie binnen vijftien werkdagen na verzending van de aanvraag te verstrekken.

Zodra deze termijn is verstreken, stelt de Administratie de aanvrager binnen 15 werkdagen na de verzending van de documenten vermeld in het tweede lid in kennis van haar beslissing over ontvankelijkheid of niet-ontvankelijkheid.

Art. 9. § 1. De Administratie deelt de aanvrager de beslissing van de Regering mee.

Deze omvat :

- 1° het maximumbedrag van de subsidie die kan worden toegekend, indien van toepassing ;
- 2° de classificatiecategorieën die in aanmerking komen voor subsidie;
- 3° het maximumpercentage van de toegekende subsidie dat, in voorkomend geval, gebruikt mag worden om de werkingskosten te dekken;
- 4° het bedrag van een eventueel voorschot van maximaal tachtig procent van het totale bedrag van de toegekende subsidie;
- 5° een volledige lijst van in aanmerking komende niet-duurzame sportuitrustingen;

- 6° de termijn waarover de aanvrager beschikt om in één keer een activiteitenverslag in te dienen, met daarin:
- a) de jaarlijkse kwantitatieve en kwalitatieve evaluatie van zijn kader van labelling op basis van de indicatoren bedoeld in artikel 15, 1° en 2° ;
 - b) de facturen en betalingsbewijzen voor alle gemaakte kosten in verband met een eventuele verhoging zoals bedoeld in artikel 11;
 - c) de details van de verdeling van de begroting over de gelabelde aangesloten clubs;
 - d) de facturen en betalingsbewijzen die de kosten bedoeld in artikel 43/15, § 6, van het decreet rechtvaardigen, en de goede besteding van de bedragen toegekend aan de gelabelde aangesloten clubs, indien de Administratie daarom verzocht heeft;
 - e) de details over de verdeling van de begroting over de gelabelde aangesloten clubs.

Als de termijn voor het indienen van het activiteitenverslag wordt overschreden en er binnen dertig dagen na de aanmaning van de administratie om het verslag in te dienen geen reactie is, gaat de subsidie definitief verloren en moet de aanvrager het ontvangen voorschot terugbetalen.

§ 2. Het saldo van de subsidie wordt in één keer betaald na verificatie en controle van het activiteitenverslag bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 6°.

De toegekende subsidie mag niet worden gebruikt voor uitgaven die al geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap zijn gesubsidieerd.

Afdeling III. — Subsidiabele uitgaven en bijdragemaxima

Art. 10. § 1. De begunstigde controleert het gebruik van de aan de aangesloten en gelabelde clubs toegekende bedragen op basis van de subsidiabele uitgaven bedoeld in artikel 43/15, § 6, van het decreet, gedurende de periode tussen 1 juli voorafgaand aan het lopende begrotingsjaar en 30 juni van het lopende begrotingsjaar.

§ 2. Een gelabelde club die niet voldoet aan de vereisten bedoeld in § 1, wordt verklaard dat hij niet in aanmerking komt voor subsidies.

§ 3. De begunstigde stelt het tijdschema vast voor de ontvangst van de stukken met betrekking tot de subsidiabele uitgaven bedoeld in § 1.

Art. 11. In geval van een verhoging zoals bedoeld in artikel 43/15, § 2, tweede en derde lid, van het decreet hebben de subsidiabele uitgaven voor deze verhoging betrekking op :

- 1° personeels- en consultancykosten in verband met het ontwerp, de ontwikkeling, de operationalisering, de promotie en de controle van het kader voor labelling;
- 2° ontwikkelingskosten voor digitale media;
- 3° de kosten voor het organiseren, ontwerpen en afdrukken van informatie-, communicatie- en labellingsmateriaal;
- 4° reiskosten in verband met controles van de vereisten van het kader voor labelling binnen clubs;
- 5° administratieve kosten ;
- 6° de kosten voor het promoten, bewustmaken en operationaliseren van de DDO.

Afdeling IV. — Het bedrag van de subsidie

Art. 12. Onverminderd artikel 43/15, § 7, van het decreet wordt het bedrag van de subsidie bepaald door toepassing van de volgende formule (X/Z) waarbij :

- 1° X overeenkomt met de beschikbare kredieten waartoe beslist werd zoals bepaald in artikel 2, eventueel verminderd met een bedrag ten gunste van de verhogingen bedoeld in artikel 43/15, § 2, tweede en derde lid, van het decreet ;
- 2° Y overeenkomt met de waarde van de toegepaste coëfficiënt, d.w.z. :
 - 2 voor H
 - 3 voor A, B, F & G
 - 4 voor C en I
 - 6 voor D
 - 10 voor E ;
- 3° Z het resultaat is van de som van de verrichting die voor elke begunstigde worden verkregen door toepassing van de formule [(AXY) + (BXY) + (CXY) + (DXY) + (EXY) + (FXY) + (GXY) + (HXY) + (IXY)], luidend als volgt :
 - A = het aantal gelabelde clubs ;
 - B = het aantal aangesloten sporters binnen gelabelde clubs tussen zes en drieëntwintig jaar voor sportfederaties en tussen zes en vijfentwintig jaar voor de sportfederatie voor gehandicapten;
 - C = het aantal sportkaderleden met een educatieve opleiding sportmonitor-initiator die houder zijn van brevetten en die betrokken zijn bij sporten en aangesloten zijn bij gelabelde clubs;
 - D = het aantal sportkaderleden met een educatieve opleiding sportmonitor-opvoeder die houder zijn van brevetten en die betrokken zijn bij sport en aangesloten zijn bij gelabelde clubs;
 - E = het aantal sportkaderleden met een pedagogische opleiding sportmonitor-coach die houder zijn van brevetten en die betrokken zijn bij sport en aangesloten zijn bij gelabelde clubs;
 - F = het aantal sportkaderleden met manageropleiding die houder zijn van brevetten en aangesloten zijn bij gelabelde clubs;

- G = het aantal aangesloten en regelmatig aangestelde scheidsrechters in gelabelde clubs;
- H = het aantal scheidsrechters aangesloten bij gelabelde clubs met een scheidsrechtersstatuut van hoog niveau;
- I = het aantal gelabelde clubs aangesloten bij een gelabelde sportfederatie en bij de sportfederatie van gehandicapten of bij de vrijetijdssportverenigingen voor gehandicapten.

Art. 13. Voor elke begunstigde kan de verhoging van maximaal twintig procent bedoeld in artikel 43/15, § 2, tweede lid, van het decreet toegepast worden op de subsidie bedoeld in artikel 12, zonder de oorspronkelijke toekenning ervan te beïnvloeden.

Art. 14. Voor elke begunstigde kan de verhoging van maximaal twintig procent bedoeld in artikel 43/15, § 2, derde lid, van het decreet worden toegepast op de subsidie bedoeld in artikel 12, zonder de oorspronkelijke toekenning ervan te beïnvloeden.

Art. 15. De begunstigde brengt de Administratie op de hoogte van zijn wens om de in de artikelen 13 en 14 bedoelde verhogingen geheel of gedeeltelijk te verdelen over de gelabelde clubs in de geselecteerde classificatiecategorieën.

Afdeling V. — Beoordeling en sancties

Art. 16. Overeenkomstig artikel 43/15, § 1, eerste lid, van het decreet worden het kader voor labelling en het gebruik van subsidies geëvalueerd op basis van de volgende elementen:

- 1° de volgende toezichtindicatoren :
 - a) de beoordeling van het aantal clubs die betrokken zijn bij het project van labelling;
 - b) het tevredenheidspercentage van de gelabelde clubs ;
 - c) de naleving van de vastgestelde termijnen;
 - d) het niveau van de brevetten van de kaders met educatieve, leidinggevende en scheidsrechtersbegeleiding ;
 - e) het percentage van de naleving van de minimumcriteria voor elke categorie van labelling;
 - f) de evolutie van het aantal sportbeoefenaars met een statuut ;
 - g) de vooruitgang van de clubs in de classificatiecategorieën ;
 - h) door de begunstigde aan de gelabelde clubs geleverde diensten en compensatie ;
 - i) de mogelijke verwezenlijking van de DDO;
- 2° de volgende controleindicatoren :
 - a) de naleving van de criteria die voor elke classificatiecategorie van de clubs zijn vastgesteld;
 - b) de organisatie van een toekenningscontrole voordat het label wordt toegekend;
 - c) de organisatie van een jaarlijkse controle van de gelabelde clubs om ervoor te zorgen dat ze voldoen aan de criteria die voor elke classificatiecategorie van clubs zijn vastgesteld;
 - d) de aanvaarding van onaangekondigde controles van gelabelde clubs door de diensten van de Administratie;
 - e) de mogelijke integratie van de DDO.

Art. 17. De begunstigde kan het label tijdelijk opschorten als aan een of meer van de volgende voorwaarden wordt voldaan:

- a) de niet-naleving van de criteria met betrekking tot de classificatiecategorie van een gelabelde cirkel;
- b) het ontbreken van informatie en opleiding in het gebruik van een AED zoals nader bepaald in artikel 12, § 3, tweede lid, van het decreet;
- c) het niet rechtvaardigen van het toegewezen bedrag op basis van de controle bepaald in artikel 10, § 1;
- d) de niet-naleving van financiële verplichtingen aan de erkende sportfederatie of de sportfederatie van gehandicapten;
- e) de niet-naleving van de reglementen van de erkende sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten;
- f) gedrag of handelingen die in strijd zijn met de sportethiek zoals uiteengezet in het Ethisch Handvest.

Op basis van een gedetailleerd verslag zal de sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten de betrokken club binnen tien werkdagen na de vaststelling op de hoogte brengen van haar beslissing.

De duur van de schorsing van het label mag niet korter zijn dan één maand. Het bedrag dat aan de gelabelde club wordt toegekend, wordt evenredig met de duur van de schorsing verlaagd.

Art. 18. Het label wordt door de begunstigde van de subsidie ingetrokken als aan een van de volgende voorwaarden wordt voldaan:

- a) de weigering van een conformiteitscontrole door de Administratie of de toezichthoudende sportfederatie;
- b) de afwezigheid van een AED na een eerste herhaling ;
- c) geen opleiding na een eerste herinnering ;
- d) de niet-naleving van de bepalingen van het decreet van 14 juli 2021 betreffende de dopingbestrijding en -preventie ;

- e) de niet-naleving van de bepalingen van het decreet van 14 oktober 2021 over sportethiek en tot oprichting van een waarnemingscentrum voor ethiek bij lichamelijke en sportactiviteiten, alsmede van een ethisch netwerk;
- f) het niet voldoen aan de criteria met betrekking tot de classificatiecategorie van de gelabelde club na een eerste herhaling ;
- g) een gedrag dat in strijd is met de sportethiek door leden van de club na een eerste herhaling;
- h) de niet-naleving van de andere voorwaarden bepaald in artikel 17 na een eerste herhaling.

Op basis van een gedetailleerd verslag zal de sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten de betrokken club binnen tien werkdagen na de vaststelling op de hoogte brengen van haar beslissing.

Door het intrekken van een label komt de betrokken club niet in aanmerking voor de aanvullende subsidie zoals bedoeld in artikel 43/15, § 3 van het decreet.

Art. 19. De bedragen die niet toegekend worden aan de clubs ten gevolge van de schorsing bedoeld in artikel 17 of van een intrekking bedoeld in artikel 18 worden aan de Franse Gemeenschap terugbetaald naar evenredigheid van de duur van de schorsing of van de resterende duur van het lopende jaar na de beslissing tot intrekking.

Art. 20. § 1. Indien de begunstigde de voorwaarden voor labelling bepaald in de artikelen 4, 10, 15 tot en met 19, niet naleeft, is de minister belast met het opleggen van de sancties bedoeld in artikel 43/15, § 1, namelijk de opheffing of vermindering van het bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 43/14, eerste lid, 1°, of de intrekking van de validatie van zijn kader voor labelling.

§ 2. De opgelegde sanctie moet in verhouding staan tot het aantal clubs waarvan het label is ingetrokken of tot de tekortkomingen die bij de begunstigten zijn vastgesteld.

§ 3. Voorafgaand aan zijn beslissing brengt de minister de betrokken begunstigde per aangetekende brief met ontvangstbewijs op de hoogte van zijn voornemen om het bedrag van de subsidie bedoeld in artikel 43/14, eerste lid, 1°, van het decreet op te heffen of te verminderen of om de validering van zijn kader voor labelling in te trekken.

§ 4. De begunstigde kan zijn argumenten binnen tien werkdagen na ontvangst van de beslissing van de minister laten gelden. Indien de begunstigde geen gevolg hieraan geeft, kan de minister op eigen initiatief een sanctie opleggen.

HOOFDSTUK 4. — *Sportdetectie*

Art. 21. Op straffe van onontvankelijkheid wordt de aanvraag om subsidie voor sportdetectie elk jaar uiterlijk op 30 oktober ingediend.

Art. 22. § 1. De minimumoriëntaties bevat in het identificatie- en ondersteuningsprogramma voor topsporters van elke sportfederatie en sportfederatie voor gehandicapten zoals bedoeld in artikel 43/16, § 1, van het decreet worden voorgesteld in de vorm van projecten.

De projecten zijn :

1° met een gedetailleerde motivering gestaafd die het volgende bepaalt :

- a) de nagestreefde kwalitatieve en kwantitatieve doelstellingen ;
- b) de administratieve, logistieke en technische vereisten die nodig zijn voor de implementatie ervan;
- c) het tijdschema en de aard van de uit te voeren acties, voorgesteld in volgorde van prioriteit.

2° gepaard met een gedetailleerde begroting;

3° gestaafd :

- a) met een activiteitenverslag opgesteld door de technische directie;
- b) aan het einde van elk begrotingsjaar, het analyse- en controlekader dat door de Administratie is verstrekt.

§ 2. De Regering bepaalt de te volgen procedure voor de invoering van het identificatie- en ondersteuningsprogramma voor topsporters bedoeld in paragraaf 1.

Art. 23. Ter ondersteuning van aanvragen voor extra subsidies moeten de sportfederaties en de sportfederaties voor gehandicapten het volgende vermelden met alle nodige rechtvaardigingen:

- 1° het aantal leden van het sportief kader dat nodig is voor de uitvoering van het programma voor de identificatie en ondersteuning van topsporters ;
- 2° het vereiste niveau van kwalificaties en ervaring.

Art. 24. § 1. Onverminderd artikel 43/16, § 3, bepaalt de Regering voor elke sportfederatie en voor de sportfederatie voor gehandicapten de projecten die in aanmerking komen voor subsidie en het bedrag van de subsidie.

§ 2. Elk jaar bepaalt de minister de maximum steunbedragen voor uitgaven die als subsidiabel worden beschouwd.

§ 3. Daartoe kan de regering rekening houden met de eigen financiële middelen van de potentiële begunstigde en met de mate van uitvoering van eerdere programma's, zowel kwantitatief als kwalitatief.

§ 4. De toegekende subsidie mag niet worden gebruikt voor uitgaven die al geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap zijn gesubsidieerd.

Art. 25. § 1. De Administratie deelt de aanvrager de beslissing van de Regering mee.

Deze omvat :

1° het maximumbedrag van de subsidie die kan worden toegekend, indien van toepassing ;

2° het bedrag van een eventueel voorschot van maximaal tachtig procent van het totale bedrag van de toegekende subsidie;

3° de termijn waarover de aanvrager beschikt om in één keer een activiteitenverslag in te dienen, met daarin:

- a) facturen en betalingsbewijzen voor alle gemaakte kosten;
- b) het monitoring- en analysedocument voor het identificatie- en ondersteuningsprogramma van topsporters overeenkomstig het model verstrekt door de Administratie;
- c) een beoordeling van de ondernomen acties en de behaalde resultaten.

Als de termijn voor het indienen van het activiteitenverslag wordt overschreden en er binnen dertig dagen na de formele aanmaning om het verslag in te dienen geen reactie is, gaat de subsidie definitief verloren en moet de aanvrager het ontvangen voorschot terugbetalen.

§ 2. Het saldo van de subsidie wordt betaald na verificatie en controle van de elementen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 3°.

HOOFDSTUK 5. — *Gespecialiseerde opleiding*

Art. 26. § 1. De toelatingscriteria voor erkende sportfederaties en de sportfederatie voor gehandicapten zijn :

- a) validering van hun bestek, ten minste van het niveau van sportmonitor-opvoeder;
- b) uitvoering van opleidingen voor sportmonitor-opvoeder.

§ 2. De uitgaven die geacht worden in aanmerking te komen zoals beschreven in artikel 43/17, § 1, 4°, van het decreet zijn :

- a) de kosten van het personeel dat aan het project wordt toegewezen ;
- b) de consultancykosten ;
- c) de administratieve kosten ;
- d) de kosten voor het ontwerpen en opstellen van referentiesystemen voor opleiding ;
- e) de kosten voor het operationaliseren en omzetten van referentiesystemen voor opleiding;
- f) de kosten in verband met de organisatie van opleidingen.

§ 3. De Regering is belast met het nemen van de beslissingen met betrekking tot de uitvoering van artikel 43/17, § 1, van het decreet, namelijk :

- 1° voor een periode van twee jaar de aard, de inhoud en de doelstellingen van een gespecialiseerde mutualiseerbare opleiding vaststellen ;
- 2° het kader voor coördinatie en mutualisering bepalen.

Art. 27. De aard, de inhoud en de doelstellingen van de mutualiseerbare opleiding worden drie maanden voor 1 januari van het eerste begrotingsjaar vastgesteld.

Art. 28. Op basis van de subsidiabiliteitscriteria van artikel 26 dient(dienen) de erkende sportfederaties of de sportfederatie voor gehandicapten uiterlijk op 31 maart van elk begrotingsjaar haar (hun) aanvraag in bij de Administratie in de vorm van projecten die gericht zijn op het bereiken van de doelstellingen van de mutualiseerbare opleiding zoals bedoeld in artikel 26, § 3.

De projecten zijn :

1° met een uiteenzetting van motivering gestaafd die het volgende nader bepaalt :

- a) de administratieve, logistieke en technische vereisten;
- b) de strategie die ontwikkeld is om ze te implementeren;
- c) de nadere regels voor de uitvoering met het oog op een mutualisering ;

2° gepland over een periode van twee jaar ;

3° met een gedetailleerde begrotingsraming gestaafd.

Art. 29. Onverminderd artikel 43/17, § 2, van het decreet bepaalt de Regering voor elke begunstigde :

1° projecten die in aanmerking komen voor subsidie;

2° het maximumbedrag van de subsidie die kan worden toegekend, indien van toepassing ;

3° het bedrag van een eventueel voorschot van maximaal tachtig procent van het totale bedrag van de toegekende subsidie;

4° de termijn waarover de aanvrager beschikt om in één keer een activiteitenverslag in te dienen, met daarin:

- a) facturen en betalingsbewijzen met betrekking tot de subsidiabele uitgaven opgenomen in artikel 43/17, § 1, 4°, van het decreet om het volledige toegekende bedrag te dekken ;
- b) bewijs van uitvoering van de projecten die in aanmerking komen voor de subsidie.

Als de termijn voor het indienen van het activiteitenverslag wordt overschreden en er binnen dertig dagen na de formele aanmaning om het verslag in te dienen geen reactie is, gaat de subsidie definitief verloren en moet de aanvrager het ontvangen voorschot terugbetalen.

De toegekende subsidie mag niet worden gebruikt voor uitgaven die al geheel of gedeeltelijk door de Franse Gemeenschap zijn gesubsidieerd.

Om de subsidie te bepalen, kan de minister rekening houden met de inkomsten uit de inning van het inschrijvingsgeld voor de opleidingen, de eigen financiële middelen van de potentiële begunstigde en de uitgevoerde mutualisering.

HOOFDSTUK 6. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 30. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2025.

Art. 31. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET